

TERRA NOVA

Ecole primaire : le sacrifice de l'avenir

Note Par [Ismail Tsouria](#) .

Le 07/09/2011

Terra Nova poursuit son tour d'horizon de la rentrée scolaire 2011 en se penchant sur le cas de l'école primaire : l'annonce par la majorité de la "sanctuarisation" du primaire l'an prochain ne remet pas en cause les 1500 classes supprimées en 2011 et révèle à quel point le socle de notre système éducatif a été malmené par les politiques scolaires depuis 2002. Injuste socialement, contre-productive scolairement et financièrement, la réduction continue des moyens alloués à l'école primaire est un contre-sens qui pèsera lourdement sur la réussite éducative des prochaines générations. Elle traduit une conception conservatrice de l'éducation : il est plus facile de favoriser le degré d'enseignement où le triage social et scolaire est déjà effectué, plutôt que chercher à faire progresser tous les enfants. Il est urgent de redonner la priorité au premier chaînon de notre système scolaire, déterminant dans la réussite des parcours éducatifs.

Synthèse

Avec un cynisme certain, la majorité a annoncé le gel des fermetures de classes dans l'école primaire pour la rentrée scolaire 2012, sans remettre en cause celles effectuées depuis plusieurs années. Les mobilisations pour maintenir les écoles ou les classes menacées s'amplifient, de même que le mécontentement des acteurs éducatifs. Celui-ci est largement justifié, tant les choix budgétaires, éducatifs et in fine idéologiques de la majorité actuelle fragilisent l'école primaire hexagonale. En effet, derrière l'annonce opportune pour l'année de l'élection présidentielle, c'est le premier chaînon de notre système éducatif qui est gravement atteint par les politiques scolaires depuis 2002.

La réduction continue des moyens alloués à l'école primaire est un contre-sens sur tous les plans : elle est injuste moralement (l'école primaire accueillant tous les élèves dans une même filière démocratisée), désastreuse scolairement (les élèves en difficulté dans le primaire sont sujet à l'échec scolaire dans le secondaire), et contre-productive financièrement (la prise en charge de l'échec scolaire est moins coûteuse si elle est précoce). Loin de se limiter à un choix comptable, certes regrettable mais lié à des contraintes budgétaires, la volonté de la droite de réduire les moyens déjà insuffisants du primaire traduit une conception conservatrice de l'éducation. En effet, la majorité, depuis 2002, tend à « naturaliser » les inégalités scolaires, qui sont désormais lues comme l'opposition entre une poignée d'élèves méritants (qu'il faut extraire et exfiltrer vers des filières d'excellence) et une masse d'élèves en difficulté (dont beaucoup venant des « nouvelles classes dangereuses » des banlieues populaires). Pourtant, l'école primaire publique, ouverte à tous les élèves, plébiscitée en tant que service public de proximité, doit être favorisée financièrement pour construire la réussite éducative de l'ensemble d'une génération. En sous-finançant de manière croissante le premier cycle du service public éducatif, la majorité actuelle camoufle bien mal un projet scolaire conservateur et des considérations stratégiques sous la seule nécessité budgétaire.

Formation des enseignants : reconstruire sur un champ de ruines

Note Par [Jean-Louis Auduc](#), [Julien Laurence](#).

Le 06/09/2011

Avec 16 000 suppressions de postes pour l'année 2011, et de nouvelles suppressions prévues pour 2012, la rentrée scolaire se déroule dans un climat tendu. Une grève est prévue le 27 septembre pour dénoncer la baisse des effectifs. Terra Nova publie de nouveau sa note d'avril 2011 sur la formation des enseignants, en réitérant son diagnostic : abandonnés aux réalités du terrain sans réelle formation pédagogique, les enseignants ont vu leurs conditions de travail se dégrader. Sous couvert

d'améliorer le niveau de leur formation, la mastérisation a provoqué une chute des vocations, alors que se profile une crise majeure du recrutement. La réforme n'a pas su régler la question de la formation initiale des enseignants, moment crucial où se définit le sens de leur mission. Or le métier de professeur s'apprend, sur des bases académiques, et au sein de véritables écoles professionnelles. La formation des enseignants est un investissement, sans lequel il n'est pas de réussite de l'élève et de système éducatif de qualité.

Synthèse

Il est urgent de proposer une sortie à l'impasse destructrice de la « mastérisation » pour la formation des enseignants, matérialisée par le passage, décidé et mis en place par le gouvernement, du niveau de recrutement des concours enseignants à bac + 5, sans réelle formation pédagogique. Cette nécessité est d'autant plus forte qu'elle doit aussi répondre à la crise du recrutement qu'elle n'a pas manqué d'aggraver.

Pour autant, les formations initiale et continue des professeurs, en vigueur avant la réforme, étaient inadaptées et sous-dimensionnées face aux enjeux de l'école d'aujourd'hui. Faire ce constat, c'est aussi prendre en compte le fait que les modalités de formation initiale du métier conditionnent en grande partie l'image que les futurs professeurs se font de celui-ci. Aussi, notre premier postulat est que le sens de la mission des professeurs se définit d'abord au moment crucial de la formation initiale et de l'entrée dans le métier.

Un principe fondamental de notre approche est que le métier de professeur s'apprend de façon méthodique et ordonnée, comme celui d'ingénieur, de médecin ou d'officier de Marine. Il s'apprend à la fois sur d'incontestables bases académiques et au sein d'une école d'application chargée d'encadrer la confrontation avec le réel : les élèves de notre temps, dans une société en évolution.

Or, cet apprentissage a un coût et prend du temps. Il faut faire le pari qu'il s'agit d'un investissement rentable pour toute la nation. Il n'est pas un pays en réussite éducative qui n'ait investi fortement dans la sélection et la formation de ses professeurs. Sans enseignants bien formés, il ne peut y avoir de réussite de l'élève, de l'école et de l'éducation.

Un raisonnement court en filigrane de notre propos : il s'agit de la nécessité de surmonter l'opposition entre « savoirs académiques » et « compétences professionnelles », qui se cristallise notamment autour de la formation des professeurs, de dépasser l'affrontement entre les « républicains », nécessairement présentés comme des dinosaures promoteurs de savoirs certes élevés mais intransmissibles aux élèves, et les pédagogues, toujours affublés de sobriquets humiliants, militants d'une école vidée de tous savoirs ambitieux. Cette querelle a trop coûté à l'école, mais aussi à la gauche. Celle-ci ne peut rester dans l'ambiguïté : un projet éducatif progressiste repose largement sur une formation de qualité des personnels, levier majeur des transformations de l'école française.

Pour ce faire, trois options sont possibles, qui nécessitent dans tous les cas de rompre avec la situation actuelle :

- Option A : fixer le concours pour les enseignants (admission et admissibilité) à la fin du Master 1ère année (M1). L'année de M2 est composée d'une partie stage pratique, une partie mémoire et une partie découverte des métiers et missions connexes à l'enseignement.

- Option B : fixer le concours (admission et admissibilité) à la fin du Master 2ème année (M2). L'année de M1 est composée d'une partie recherche, une partie stages obligatoires de découverte du métier et une partie approche formalisée des politiques éducatives et de la connaissance du monde scolaire. L'année de stage aurait lieu à l'issue du M2, dans un service à mi-temps avec une formation soutenue en école professionnelle.

- Option C : appliquer un parcours de formation spécifique aux professeurs des écoles (option A) et aux professeurs du secondaire (option B).

Une formation de qualité des personnels enseignants passe par la mise en place de véritables écoles professionnelles : celles-ci piloteraient la formation initiale et continue, en partenariat avec les universités, sur la base de cahiers des charges nationaux.

Septembre 2011 : les six points de tension de la rentrée scolaire

Note Par [Daniel Bloch](#).

Le 05/09/2011

La rentrée scolaire est l'occasion d'un bilan des actions du gouvernement en matière de réformes éducatives. Celui-ci révèle la situation sinistrée du système éducatif français : chacun perçoit à la fois l'échec de l'école à la française, les dégâts durables qui vont être causés, la nécessité absolue d'apporter des réponses et la difficulté de les trouver. C'est, sans doute, la seule bonne nouvelle de la rentrée : l'école et le système de formation de la maternelle à la fac seront au centre de la campagne présidentielle. Terra Nova a souhaité apporter ses éléments de diagnostic en publiant une série de notes consacrées aux enjeux de la rentrée scolaire, au bilan de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants, à l'école primaire et aux ZEP. Ces travaux annoncent le rapport du groupe de travail de Terra Nova sur l'éducation, constitué il y a plusieurs mois, et qui, après avoir procédé à de nombreuses auditions, formulera très prochainement des propositions substantielles.

Synthèse

Au lieu de s'attacher à atteindre les objectifs, définis lors du Conseil européen de Lisbonne de mars 2000, et précisés à Barcelone en 2002, de conduire 85 % des jeunes au niveau du baccalauréat, et 50 % à celui de la licence, les politiques publiques conduites depuis lors n'ont eu de cesse de réduire les moyens consacrés à l'éducation, au mépris de toute stratégie d'investissement dans l'avenir.

La rentrée scolaire 2011-2012 se déroule dans un contexte de tension exacerbée. Cette note révèle les blocages et échecs des réformes éducatives menées par la droite à travers six points :

- Le choix de **mettre fin à l'accueil des enfants de 2 ans en maternelle**, en échange d'économies d'emplois, a des incidences scolaires et surtout sociales majeures, en freinant l'accès à l'emploi des femmes. Le transfert de la prise en charge de la petite enfance aux familles, communes ou entreprises pénalise les ménages les plus modestes.

- La **réduction du nombre de redoublements**, si elle permet l'économie d'emplois enseignants, se contente de ne traiter que les symptômes, et non les causes, de l'échec scolaire : chaque année, environ 20 % des élèves quittent le système éducatif sans baccalauréat ni premier diplôme professionnel ; le quart le plus faible des lycéens de 15 ans voient leur niveau continuer à baisser. Or la lutte contre l'échec scolaire débute bien en amont, notamment à l'école maternelle.

- La **faiblesse du taux d'encadrement à l'école primaire** est un frein à l'acquisition des compétences, en particulier pour les élèves issus des milieux les moins favorisés. Il est urgent de recréer des emplois, mieux former les enseignants et mieux allouer les moyens pour réduire les effectifs.

- La réduction à trois ans de la préparation au **baccalauréat professionnel** pose le problème de l'acquisition des compétences nécessaires par les élèves. L'apprentissage conduit une large proportion d'entre eux à un cul-de-sac : pas de poursuite d'études ou de formation. Mieux armer ces élèves permettrait de faire du baccalauréat professionnel un véritable ascenseur social.

- **Le lycée fonctionne aujourd'hui comme un établissement de tri sélectif**, répartissant les élèves dans les séries générales, technologiques ou professionnelles. Ces séries se distinguent non seulement par les enseignements qu'elles proposent, mais également par le milieu socio-professionnel des élèves qu'elles accueillent. Cette ségrégation sociale, liée à l'organisation actuelle du baccalauréat, rend inaccessible l'objectif de 50 % de jeunes conduits au niveau de la licence, alors même que seul le baccalauréat général prépare aujourd'hui convenablement aux études conduisant à la licence.

- La **suppression** unilatérale et sans dispositif de substitution **de la formation des maîtres** a déjà montré cette année ses conséquences catastrophiques. Or la maîtrise de méthodes pédagogiques appropriées dès le cours préparatoire permet de prévenir une grande part de l'échec scolaire. Elle ne peut seulement s'acquérir « sur le tas », et nécessite une solide formation initiale et continue, théorique et de terrain.